

**Union européenne - Eurozone -
France-Allemagne - Entretien de M.
Bruno Le Maire, ministre de
l'économie et des finances, avec le
quotidien «Les Échos»
(Paris, 09 novembre 2017)**

Q - Y a-t-il une vraie chance d'avancer en Europe, vu les réticences de certains en Allemagne ?

R - Ce n'est pas une question de chance, mais de volonté. Et je sais que c'est le moment ou jamais d'accélérer l'intégration européenne.

Q - Pourquoi ?

R - D'abord pour des raisons mondiales. Il y a une affirmation des grandes puissances américaines et chinoises, face à elles, l'Europe aussi doit affirmer ses intérêts. L'autre raison est l'accélération du développement technologique, par exemple l'intelligence artificielle. Nous devons investir massivement dans ces technologies. La troisième raison, c'est la volonté des peuples. En France, pour la première fois depuis des années, un président français a été élu en proposant plus d'Europe. Et ici, en Allemagne, nous avons une Chancelière avec une expérience considérable en Europe. C'est une chance. La France et l'Allemagne ensemble peuvent porter le projet d'une Europe qui défend mieux ses intérêts.

Q - Le FDP a été élu sur un programme pro-européen dans la défense et la migration, mais très réticent sur le renforcement de la zone euro. Faut-il donc décaler son approfondissement ?

R - Il faut redonner son sens à la construction européenne : souveraineté, protection, stabilité. Le projet européen est fondé sur des valeurs et pas uniquement sur des questions économiques. Le projet portant sur la zone Euro reste vital, parce que c'est le projet d'intégration, la monnaie, qui est le plus abouti. Mais il faut intégrer les questions de la défense et des migrations : la protection des frontières évidemment, mais aussi le développement des pays d'émigration.

Q - Elle est loin de fonctionner vraiment bien.

R - Elle est perfectible. Il faut plus de responsabilité, chacun doit respecter les règles, sinon l'aventure commune n'est pas possible. Et plus de solidarité, parce que certains peuples, pendant la crise économique, se sont retrouvés dans une situation très difficile, je pense notamment à ce qu'ont subi l'Espagne ou la Grèce.

Q - Comment voulez-vous lancer ce projet ?

R - Il faut procéder étape par étape. Et consolider la relation franco-allemande. Si nous réussissons à surmonter un certain nombre de divergences, nous aurons une base utile pour discuter avec nos autres partenaires.

Q - Faut-il vraiment un budget de la zone euro ? Un renforcement du mécanisme de stabilité (MES) qui existe déjà peut suffire...

R - Je crois que les deux ne remplissent pas les mêmes objectifs. Un budget, disons plutôt une capacité budgétaire commune, peut servir deux objectifs. Le premier est le financement d'investissements dans des technologies de rupture qui sont trop onéreuses pour un État seul. La deuxième fonction, c'est de résister à un choc économique. L'affaiblissement d'un État ou plusieurs États affaiblit la zone Euro tout entière. Et le coût final est plus élevé.

Q - Cela vaut-il aussi pour la France elle-même ?

R - Nos amis allemands doivent comprendre qu'il y a un vrai changement de mentalité en France. Nous aurions pu dire : « suite aux erreurs commises par nos prédécesseurs, on va dépasser les 3% de déficit sur PIB en 2017 ». Mais au contraire, nous avons pris des décisions difficiles pour respecter cette limite. La responsabilité est la condition de la solidarité.

Q - Accomplissement de l'union bancaire, harmonisation : là, on est à la fin de l'an 2018 avant de s'attaquer aux autres sujets.

R - Cela ne nous empêche pas de commencer à discuter tout de suite. Mais il faut procéder étape par étape. Nous disons à nos amis allemands : ne passons à l'étape suivante que lorsqu'une étape a été achevée. Et gardons la cohérence globale de votre projet.

Q - Vous voulez procéder par étapes. Quelles sont-elles ?

R - Je propose de commencer par l'union bancaire, l'union des marchés des capitaux et la convergence fiscale. Ensuite viendrait le renforcement du MES. Wolfgang Schäuble avait proposé de le transformer en Fonds monétaire européen, on peut réfléchir là-dessus. Il est utile d'avoir le MES comme filet de sécurité. La troisième étape peut être la mise en commun de ressources budgétaires et une capacité de réponse en cas de crise macroéconomique. La dernière étape serait la mise en place d'un ministre des Finances de la zone Euro.

Q - Les décisions seraient prises à chaque étape ?

R - Nous disons à nos amis allemands : ne passons à l'étape suivante que lorsqu'une étape a été

achevée. Mais je pense qu'il faut une vision partagée pour le futur de la zone euro à long terme. Cela peut être l'objet d'un accord global, c'est le sens de mon déplacement ici à Berlin. Le président de la République a défini la vision et le cap dans son discours de la Sorbonne. Je viens expliciter nos vues aux partenaires de la nouvelle coalition. Il est important de se mettre d'accord sur un cadre global. Nous avons une équipe prête à discuter en France, une nouvelle équipe en Allemagne pour discuter, pourquoi pas, sur une base hebdomadaire.

Q - C'est la première fois qu'un ministre français vient débattre à Berlin pendant les négociations sur une nouvelle coalition. Nous sommes déjà dans une nouvelle réalité politique ?

R - Je suis très reconnaissant de l'accueil que me réservent mes amis allemands : Peter Altmaier, Wolfgang Schäuble, Christian Lindner, Cem Özdemir, Jens Spahn et le patronat allemand. Je suis reconnaissant de cette ouverture, c'est un geste politique dont je mesure toute l'importance.

Q - Nous voyons des projets industriels comme Siemens-Alstom ou PSA-Opel, voyez-vous d'autres possibilités, par exemple dans le secteur financier ?

R - Je ne vais pas citer des secteurs mais je suis convaincu qu'il est essentiel de regrouper nos forces. CRRC, le géant chinois du rail, a pris tous les marchés américains de 2016 et commence à venir en Europe. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous avons soutenu le rapprochement de Siemens et Alstom. Cela peut se faire dans d'autres secteurs. Comprendons que la Chine ne nous fera aucun cadeau, ni les États-Unis. Soit nous atteindrons la taille critique à l'échelle européenne, soit certains de nos secteurs risquent de disparaître.

Q - On a l'impression qu'il y a de petits États de L'UE qui, quand ils sont en difficultés, ouvrent leur porte à la Chine et agissent ensuite comme un cheval de Troie pour cette puissance en Europe.

R - Parfois, ils n'ont pas le choix. Mais effectivement, c'est un risque. Et c'est bien pour cela qu'une plus grande coordination de nos politiques économiques est indispensable et que nous avons défendu l'idée d'un contrôle européen renforcé des investissements dans les secteurs stratégiques. Les uns ne peuvent pas réussir sans les autres. Sinon, certains États seront des jouets pour des puissances étrangères. Il y a un certain nombre d'acteurs mondiaux qui sont extrêmement agressifs sur les marchés européens et qui tirent avantage des faiblesses individuelles. Faisons en sorte de remédier à ces faiblesses en renforçant une capacité d'action collective.

Q - Il y a un géant industriel qui va bien, c'est Airbus. Pourtant, il semble y avoir des problèmes et l'État français veut plus contrôler Airbus. Faut-il changer la gouvernance ?

R - Nous avons fait un choix qui est de dire que l'Allemagne comme la France étaient au capital d'Airbus mais que la gestion de l'entreprise relevait de sa gouvernance donc du conseil d'administration. Cela ne nous interdit pas de prendre toutes nos responsabilités en tant

qu'actionnaire comme en tant que financeur. Quand j'ai été averti des soupçons d'utilisation frauduleuse d'argent dans le cadre de marchés à l'exportation, j'ai immédiatement convoqué le président du conseil d'administration, Denis Ranque. Je lui ai écrit et lui ai demandé de m'apporter tous les éléments d'informations complémentaires ainsi que des propositions pour qu'Airbus soit en conformité avec l'ensemble des règles nationales et internationales.

Q - La France, l'Allemagne et l'Espagne sont actionnaires. Comment pensez-vous peser dans les décisions que le conseil doit prendre ?

R - La priorité pour nous aujourd'hui est, d'une part, d'avoir toutes les garanties de la part de la direction d'Airbus que le groupe a pris les mesures nécessaires pour mettre fin à d'éventuels agissements, qui ne seraient pas conformes à la loi et veiller à ce que la gouvernance de l'entreprise soit robuste pour faire face à la situation. Denis Ranque s'y emploie. La deuxième c'est qu'Airbus puisse continuer à se développer économiquement et se projeter sur les marchés extérieurs.

Q - Enders a toujours votre confiance ?

R - Sous la direction de Tom Enders, Airbus s'est beaucoup développé et a engrangé des succès commerciaux. Il a la confiance du conseil d'administration pour gérer la situation actuelle./.